

DEPUIS 2010, UNE PROGRESSION CONTINUE MARQUÉE EN EUROPE

LA QUASI-TOTALITÉ DES PAYS EUROPÉENS COMPTAIENT DES FORMATIONS D'EXTRÊME DROITE, AU SEIN DE LEUR PARLEMENT EN 2023. NEUF D'ENTRE EUX, DÉPASSAIENT MÊME LES 20 %. AU CUMUL DES VOIX D'EXTRÊME DROITE, LA FRANCE SE CLASSE EN HUITIÈME POSITION. EN 2024 AUX LÉGISLATIVES, LES PARTIS DE MARINE LE PEN, ÉRIC ZEMMOUR ET ÉRIC CIOTTI ONT RECUEILLI 34 % DES VOIX. SOIT 10 POINTS DE PLUS QU'EN 2022. PAR AILLEURS, VOX EN ESPAGNE OU CHEGA AU PORTUGAL, PARTIS PLUS RÉCENTS, ONT RÉALISÉ DES PERCÉES ÉLECTORALES CES DERNIÈRES ANNÉES.

Une extrême droite hétérogène au Parlement européen

Les partis d'extrême droites présents au Parlement européen ne siègent pas sous une bannière unique :

- Les Italiens de Fratelli d'Italia et les Polonais du PiS sont membres du groupe **Conservateurs et réformistes européens** (CRE). Tout comme les élu-es du Parti des Finlandais et quatre eurodéputé-es français exclus 2024 du parti Reconquête d'Éric Zemmour ;
- Les eurodéputé-es italien-nes affilié-es à la Ligue et leurs homologues néerlandais issus du Parti pour la liberté siègent quant à eux au sein du groupe des **Patriotes pour l'Europe** (PfE), à côté des élu-es du Rassemblement national (RN) et du Fidesz de Viktor Orbán ;

Un troisième groupe d'ED a vu le jour en 2024 : **Europe des nations souveraines** (ENS). Il est constitué pour moitié (13 sur 25) de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne). ENS compte également l'eurodéputée de Reconquête, Sarah Knafo.

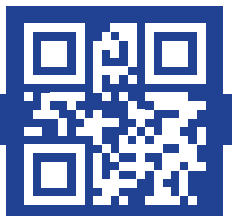
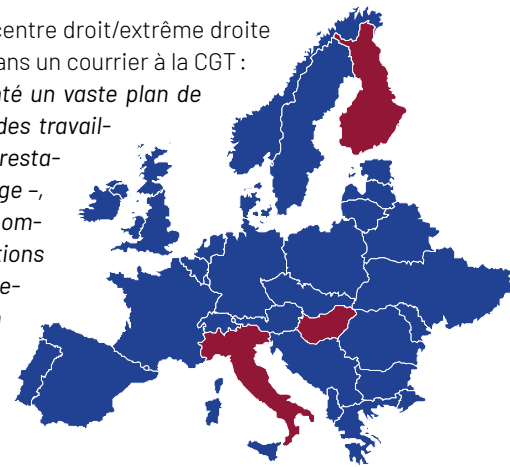
Entre 2019 et 2024, le nombre d'eurodéputé-es d'extrême droite est passé de 127 à 191, soit de 18 à 26 %. Le nombre d'eurodéputé-es français-es d'extrême droite est passé quant à lui de 19 à 35 avec 38 % des voix.

L'extrême droite au pouvoir : quelques exemples de politiques antisociales et réactionnaires

Finlande : Depuis juin 2023, une coalition centre droit/extrême droite dirige le pays. Le syndicat SAK témoigna dans un courrier à la CGT : « Dès son arrivée au pouvoir, elle a présenté un vaste plan de coupes budgétaires, réduction des droits des travailleur-euses – dont le droit de grève – et des prestations sociales – dont les allocations-chômage –, en contournant les négociations. De nombreuses mesures transgressent les conventions de l'OIT. Le gouvernement envisage maintenant de modifier le système de négociation collective en faveur des employeurs, au détriment des représentant-es des salarié-es. Les syndicats finlandais résistent. Ils ont appelé à des grèves qui ont reçu le soutien d'une majorité de travailleur-euses. »

Italie : Depuis octobre 2022, le gouvernement de Giorgia Meloni multiplie les attaques contre les droits civils, sociaux et du travail : contre les droits des femmes et des migrant-es, le droit de grève et refuse d'introduire un Smic. L'équivalent du RSA a été supprimé, les critères de départ à la retraite durcis au détriment de tous-tes et particulièrement des femmes, tandis que les aides exceptionnelles aux entreprises se poursuivent. Le gouvernement favorise la précarisation du monde du travail (décret « 1^{er} mai »), réduit les moyens des services publics, tout en engageant des réformes constitutionnelles renforçant les pouvoirs de la Première ministre.

Hongrie : Le gouvernement de Viktor Orbán a progressivement restreint les droits reproductifs ces dernières années par une loi adoptée en 2022, confrontant les personnes voulant recourir à l'IVG aux « fonctions vitales » du fœtus, notamment par l'écoute des battements de son cœur. Viktor Orbán a également privatisé l'ensemble de l'audiovisuel public.



L'extrême droite en Europe | Campagne contre l'extrême droite

L'extrême droite demeure influente dans d'autres pays européens

La **Pologne** n'appartient plus au club des États européens gouvernés par l'extrême droite. En 2023, le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS), au pouvoir depuis 2015, a été renversé par la coalition emmenée par l'europhile Donald Tusk. Mais il doit toutefois cohabiter d'abord avec le président, Andrzej Duda, l'un des leaders du PiS, puis Karol Nawrocki, membre du PiS également, élu président en 2025. Il dispose d'un important pouvoir de veto sur les textes législatifs et donc peut influencer la politique, intérieure comme extérieure.

En **Belgique**, Bart De Wever dirige la coalition gouvernementale depuis le 3 février 2025. Il est le leader de l'Alliance néo-flamande (N-VA), formation nationaliste classée à l'extrême droite. Il gouverne avec 4 partis : le N-VA, les sociaux-démocrates flamands (Vooruit), les chrétiens-démocrates flamands (CD & V), et les libéraux wallons des Engagés et du Mouvement réformateur. Le N-VA siège dans le groupe CRE aux côtés de Fratelli d'Italia et du PIS au Parlement européen.

En **Slovaquie**, Robert Fico du Smer-SD - centre gauche, aujourd'hui populiste et eurosceptique -, a remporté les législatives en 2023. Premier ministre à deux reprises par le passé, il s'est allié cette fois pour gouverner, au parti d'extrême droite SNS (Parti national slovaque). À peine installée, la coalition, qui compte plusieurs ministres prorusses, s'est empressée d'annoncer l'arrêt de l'aide à l'Ukraine.

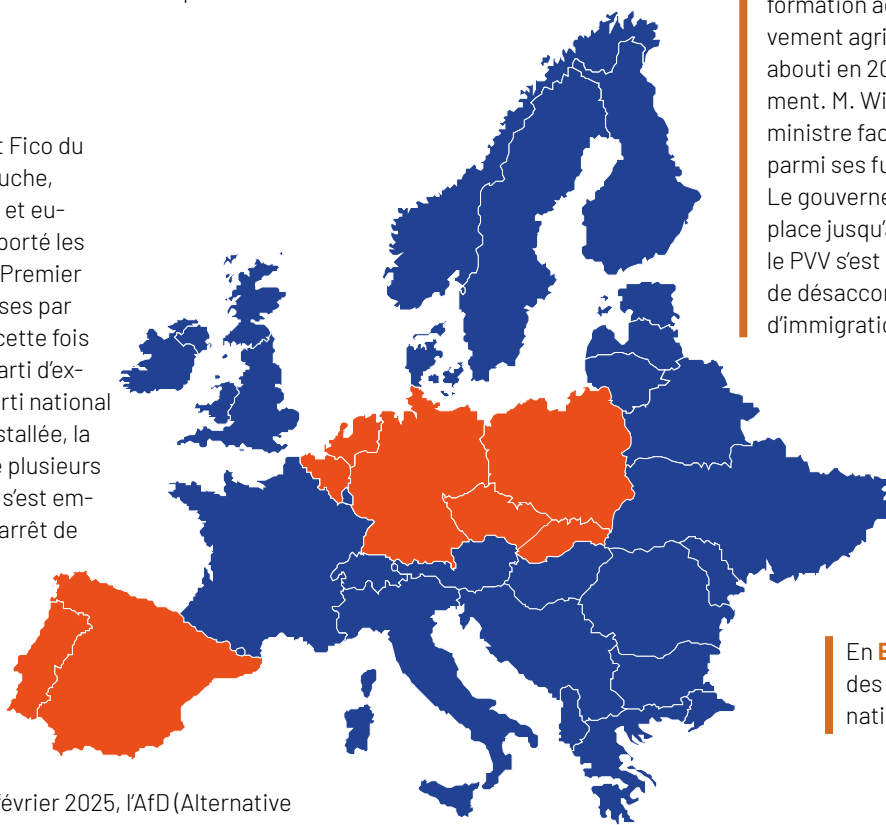
En **Allemagne**, En février 2025, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) enregistrait ses meilleurs résultats lors d'élections fédérales allemandes.

Au **Portugal**, en mai 2025, Chega, atteignait des scores inédits depuis la fin de la dictature de Salazar.

En **République tchèque**, Petr Fiala, Premier ministre depuis 2021, est le chef du Parti démocratique civique (ODS), parti de droite libérale, atlantiste et conservateur sur les questions sociales. Pourtant, ses députés siègent au Parlement européen dans le groupe CRE aux côtés de Fratelli d'Italia et du PIS.

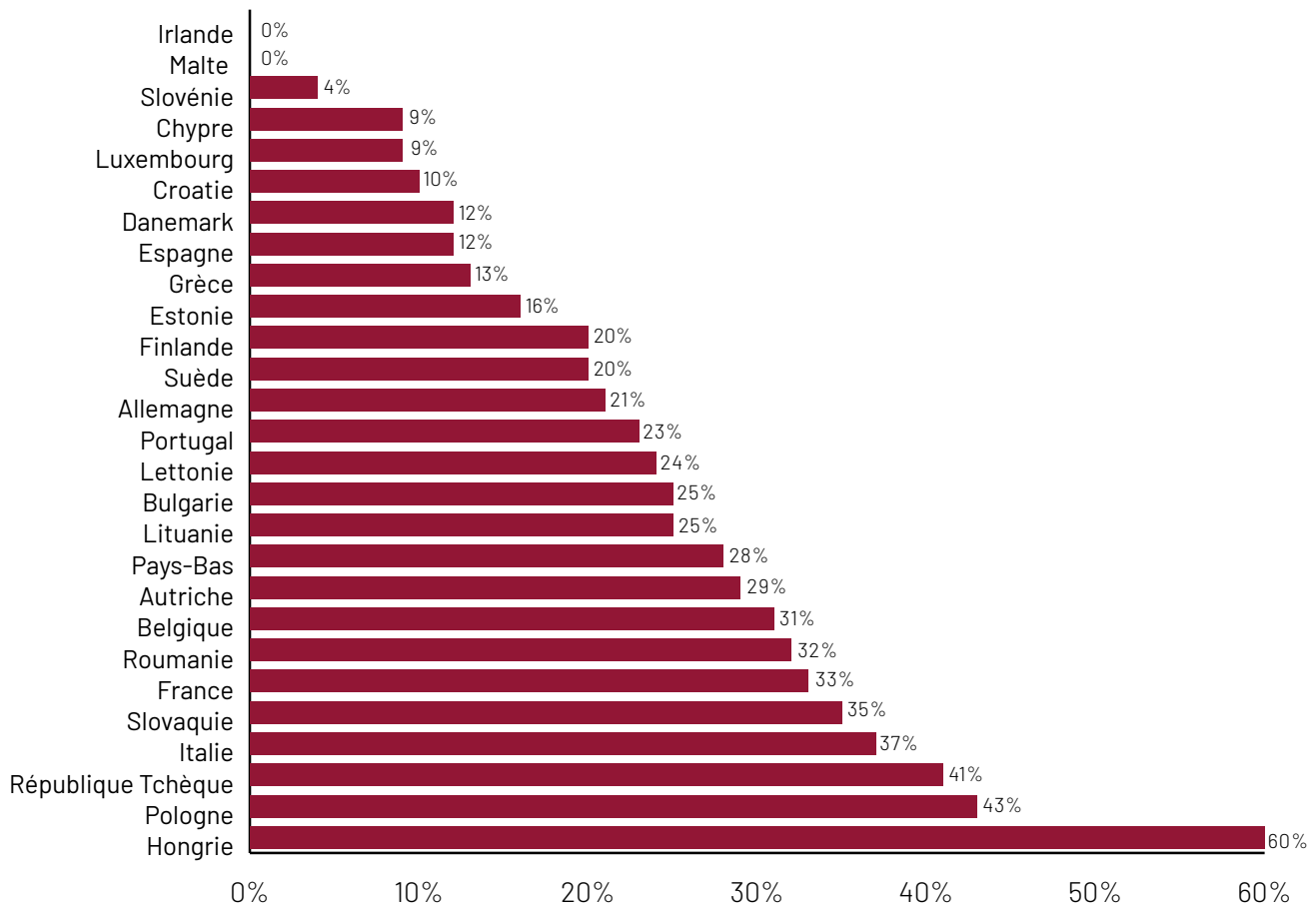
Aux **Pays-Bas**, le Parti pour la liberté (PVV), dirigé par Geert Wilders, d'extrême droite nationaliste, islamophobe et europhobe, a remporté les élections législatives de 2023 avec 23,5 % des voix. Il a ensuite engagé de longues négociations pour former une coalition avec les centristes du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), le parti Nouveau Contrat social (NSC) de centre droit et une formation agrarienne de droite, le Mouvement agriculteur citoyen (BBB) qui a abouti en 2024, à un accord de gouvernement. M. Wilders a renoncé à être Premier ministre face aux réticences qu'il suscitait parmi ses futurs partenaires de coalition. Le gouvernement de coalition est resté en place jusqu'au 3 juin 2025, date à laquelle le PVV s'est retiré de la coalition en raison de désaccords sur les politiques d'asile et d'immigration.

En **Espagne**, VOX a réalisé 12,4 % des voix aux dernières élections nationales.



Source : www.touteurope.eu - mai 2025

Résultat de l'extrême droite aux élections législatives des 27 pays de l'Union européenne



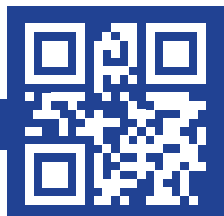
Les votes significatifs du Rassemblement national au Parlement européen

Le Rassemblement national a systématiquement voté contre des textes décisifs en faveur des droits sociaux, d'égalité et de justice sociale tels que :

- **La directive pour la mise en place du salaire minimum en Europe**, votée en 2022, avec pour objectif d'assurer un salaire « suffisant pour un niveau de vie décent ». Cette mesure devrait permettre de relever de 20 % en moyenne les salaires de 25 millions d'Européen·nes, essentiellement dans les pays de l'Est et de réduire ainsi le dumping social entre les travailleur·euses au sein de l'Union ;
- **Une directive en faveur de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes** en 2022 qui vise l'instauration d'un cadre minimal pour renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les sexes. Celle-ci prévoit notamment des outils d'évaluation non sexistes des emplois, garantit le droit à l'information sur les rémunérations pour les travailleur·euses et introduit un renversement de la charge de la preuve en cas de non-respect des obligations de transparence par l'employeur ;
- **La revalorisation des personnels soignants** : pour améliorer les conditions de travail et favoriser le recrutement dans le secteur des soins. Le parlement a voté une recommandation visant l'ouverture de négociations pour améliorer les salaires et les conditions de travail, garantir des normes plus élevées en matière de santé et de sécurité au travail, s'attaquer aux stéréo-

types de genre, ratifier et mettre en œuvre la convention 189 de l'OIT (datant de 2011) consacrée à l'encadrement du travail domestique pour des conditions de travail décentes ;

- **Le renforcement du dialogue social dans les comités d'entreprise** : face à la concentration croissante des entreprises à l'échelle européenne, les syndicats ont poussé à la révision de la directive sur les CE européens pour favoriser la démocratie au travail. Malgré l'opposition féroce du patronat, le parlement a donné son feu vert pour consolider les droits des Comités d'entreprise européens et les rendre effectifs ;
- **La lutte contre les abus des multinationales** : en 2021, le Parlement vote le devoir de vigilance. Ce texte vise à tenir responsables les multinationales en cas de violations des droits humains – comme le recours au travail forcé – ou des détériorations environnementales perpétrées par leurs sous-traitants pour les matières premières par exemple, partout dans le monde ;
- **Une résolution visant à réduire les inégalités**, et la pauvreté des travailleur·euses en 2021 ;
- **De nouvelles règles sur les stages en 2022**, visant à freiner l'exploitation de stagiaires dans les entreprises ;
- **Une résolution sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes** et la violence domestique en 2023 ;
- **La mise en œuvre de la stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTQIA +** pour la période 2020-2025 en 2024 ;
- Une résolution en faveur de la justice raciale, de la non-discrimination et de la lutte contre le racisme dans l'UE en 2022.





AGIR SYNDICALEMENT CONTRE L'EXTRÊME DROITE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE AVEC LA CES

La CGT est membre de la Confédération européenne des syndicats (CES) et agit en son sein pour développer des campagnes de lutte contre l'extrême droite.

En 2021, la CES a adopté une feuille de route qui vise à intégrer la lutte contre l'extrême droite dans toutes les composantes de ses organisations affiliées.

La feuille de route s'attache en premier lieu à définir les contours de l'extrême droite.

La CES s'appuie sur son organisme de formation l'ETUI (l'Institut syndical européen) pour former, échan-

ger sur les pratiques, les contenus de formation et constituer un réseau d'interlocuteurs dédiés. À ce titre l'ETUI a déjà organisé plusieurs cycles de formation depuis 2022 qui s'adressent en particulier aux responsables de la formation syndicale mais aussi aux militants des exécutifs syndicaux.

Enfin, la CES souligne qu'il n'existe pas de remède miracle ni de solution unique. La lutte contre l'extrême droite repose sur l'unité syndicale, l'échange d'expériences et la solidarité entre organisations à l'échelle européenne.

